

Le chômage

M. Atkey: Comme je l'ai déjà dit, ce programme favorisera l'embauche de jeunes dans les entreprises privées, car ceux-ci représentent près de la moitié des chômeurs canadiens. Nous soumettrons également des projets d'aide aux organismes bénévoles sans but lucratif qui ont fait merveille dans d'autres domaines, grâce à la ténacité de leurs membres; je songe notamment à l'accueil des réfugiés. Ces organismes bénévoles auront l'occasion d'engager des jeunes gens pour réaliser des projets à caractère écologique ainsi que d'autres projets communautaires importants, par le biais de la Compagnie des jeunes travailleurs. Enfin, je prendrai très bientôt certaines mesures qui sont de nature à renforcer nos programmes de formation afin d'aider les entreprises privées à surmonter la pénurie de main-d'œuvre spécialisée que le gouvernement précédent nous a léguée.

Je tiens à assurer à tous les députés que nous créerons davantage d'emplois et je n'hésite pas à le répéter trois fois: des emplois, des emplois, des emplois, pour moins cher, moins cher, moins cher.

Nous n'allons pas gaspiller de l'argent pour créer des emplois qui disparaîtront du jour au lendemain. Nous allons remplacer le méli-mélo des programmes libéraux par des programmes moins nombreux, mais mieux appropriés, et surtout conçus pour favoriser la création d'emplois intéressants et permanents dans le secteur privé pour nos jeunes chômeurs. La façon dont nous avons réorienté Canada au travail, dont le député a parlé aujourd'hui, illustre bien le genre de programme auquel je songe. Je suis le premier à admettre que, dans certains cas, Canada au travail avait donné des résultats. Mais c'était une façon inutilement coûteuse de créer des emplois artificiels.

Les Canadiens ne veulent pas d'emplois d'une durée moyenne de 30 semaines, comme ceux que leur a donné Canada au travail, mais des emplois durables, qui ne disparaîtront pas en même temps que les subventions gouvernementales qui ont servi à les financer et à les créer et qui ont causé un état de dépendance vis-à-vis des autorités provinciales ou municipales. Les Canadiens veulent un programme de création d'emplois solide et à long terme, pas un programme voué à disparaître qui ramènera les gens tout droit vers l'assurance-chômage. Nous allons éliminer ce cercle vicieux de la création d'emplois, du retour à l'assurance-chômage et du retour à la création d'emplois. Ce cercle vicieux, monsieur l'Orateur, détruit l'esprit créateur des jeunes Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Atkey: Apparemment, l'opposition se demande pourquoi le programme n'était pas en place le jour où nous avons pris le pouvoir. Où était votre programme le 4 juin, nous demandent-on? L'opposition sait parfaitement pourquoi nous n'en avons pas.

M. Fox: Nous sommes le 6 décembre, six mois plus tard.

M. Atkey: Les députés savent pourquoi ce programme ne sera en place que la semaine prochaine. Ils savent pourquoi il nous a fallu six mois pour le mettre sur pied. Parce que personne ne peut, du jour au lendemain, élaguer et rationaliser tout un méli-mélo d'anciens programmes, dont certains étaient bons, je l'avoue, et réorienter des programmes dans la bonne voie. Cela prend du temps, de la réflexion et de l'organisation.

Je tiens à féliciter particulièrement le personnel de la Commission de l'emploi et de l'immigration d'avoir accepté d'inno-

ver et de répondre à une nouvelle orientation qui ramènera notre pays dans le droit chemin.

Il a fallu du temps pour préparer ce programme, mais il est là et l'important, c'est que ce sera un bon programme.

Une voix: Heureux changement!

M. Atkey: Voilà pourquoi nous avons décidé assez tôt au ministère de l'Emploi et de l'Immigration que nous n'avions d'autre choix que de poursuivre certains programmes hérités du gouvernement précédent, et qu'il fallait en particulier préparer un autre programme Canada au travail, en limitant toutefois la portée. Nous savions qu'il était impossible de mettre immédiatement sur pied des programmes d'envergure à l'intention des jeunes, mais nous avons malgré tout eu la satisfaction de constater que certains programmes pour la jeunesse étaient déjà en application, que certains donnaient de bons résultats et d'autres pas. Nous avons décidé de nous prévaloir temporairement des programmes du gouvernement précédent comme moyen de transition entre le passé et le présent.

Je suis toutefois heureux d'être en mesure de dire que nous ne nous sommes pas contentés de reprendre l'ancien programme Canada au travail, alourdi de toutes les dépenses inutiles et les abus auxquels il donnait lieu. Nous avons de propos délibéré choisi de restreindre la dernière phase temporaire du programme Canada au travail aux régions du pays les plus durement frappées par le chômage; celles qui avaient les taux de main-d'œuvre excédentaire le plus élevé. Les députés d'en face le savent. Ils connaissent les régions qui en ont le plus besoin. Personne n'ignore que les circonscriptions où les besoins sont les plus pressants et où le chômage est le plus élevé ne sont pas représentés par des députés du gouvernement. Ils le savent, ce qui n'empêche pas que les fonds ont néanmoins été affectés là où les gens en ont le plus besoin.

Toutes les circonscriptions où le taux de main-d'œuvre excédentaire dépasse 9 p. 100 reçoivent des fonds du programme Canada au travail. Les circonscriptions ayant un taux de chômage moindre ne reçoivent absolument rien. Inutile de signaler que cette façon de faire contraste avec celle qu'avait adoptée le gouvernement précédent. Au cours des premières phases du programme Canada au travail, de grandes régions du pays où le chômage était relativement faible bénéficiaient quand même de fonds pour stimuler temporairement la création d'emplois.

La Saskatchewan et l'Alberta avaient des taux de chômage désaisonnalisés de 4.1 et 3.9 p. 100 respectivement; pourtant elles bénéficiaient quand même d'importantes subventions grâce aux bons offices du gouvernement libéral. Non seulement cette façon de faire était injustifiée, mais elle était un gaspillage qui avait des effets néfastes dans bien des cas. À Edmonton—et je n'ai rien contre cette ville, je l'aime beaucoup—le taux de chômage était inférieur à 3 p. 100. De 1978 à 1979, lorsque le gouvernement libéral était au pouvoir, cette ville a reçu \$600,000 du programme Canada au travail. Il est presque impossible de comprendre pourquoi le gouvernement précédent tenait tant à stimuler la demande de main-d'œuvre dans une région où on en manquait. C'était intervenir à contretemps. Voilà exactement ce que le gouvernement précédent a fait. Dans bien des régions du pays où le chômage était moyen ou faible, le gouvernement précédent s'est servi des